

Echirolles, le 9 juin 2010
COMMUNIQUE

Securité : Renzo Sulli s'adresse à nouveau au ministre de l'intérieur

Dans un courrier du 9 juin 2010, Renzo Sulli, maire d'Echirolles s'adresse à Brice Hortefeux, ministre de l'intérieur, pour réitérer sa « *revendication toujours d'actualité de disposer d'un commissariat de plein exercice sur Echirolles* ». Il réclame également un rendez-vous officiel auprès du ministre.

Il rappelle enfin « *la nécessité de doter la Division Sud de la circonscription de police urbaine (Grenoble Sud-Echirolles-Gières-Saint-Martin-d'Hères) de moyens de sécurité qui soient véritablement en adéquation avec ces territoires* ».

« *A nos demandes répétées d'un commissariat et d'un renforcement conséquent des effectifs, nous ont toujours été objectées des réponses négatives* » déplore le maire, évoquant l'abondante correspondance engagée avec le ministère à ce sujet.

« *Depuis nos derniers échanges, la ville dont j'ai la charge, Echirolles et plus largement l'agglomération grenobloise ont été le théâtre d'actes criminels aux conséquences parfois dramatiques. Les médias s'en sont largement fait l'écho, et nous avons dû faire face aux inquiétudes légitimes de nos populations* » indique le maire.

« *Ces dernières années, les politiques de sécurité n'ont eu de cesse de transférer aux collectivités de nouvelles compétences notamment en ce qui concerne la police municipale, regrette le maire, précisant que la commune a pris toutes ses responsabilités dans ce domaine et qu'elle continuera, « parce qu'il en va de la sérénité de nos populations* ».

« *Si la sécurité n'a pas de prix, elle a, tout de même, un coût !* » souligne-t-il, rappelant les nombreux efforts consentis par la ville dans ce domaine : vidéo-protection, doublement des effectifs de la police municipale, recrutement d'éducateurs et de médiateurs...

« *Nous avons également renforcé, avec succès, la coordination et la collaboration entre nos polices respectives. Dans la dramatique affaire d'agression avec viol survenue durant le week-end de Pentecôte sur Echirolles, cette collaboration a, sans nul doute, contribué à une résolution rapide de ce pénible fait divers* » se félicite-t-il, rappelant que « *les dégâts humains consécutifs à de tels actes barbares restent, eux, bien présents* ».

Le maire regrette que la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux se traduise notamment par la disparition en France de 11 000 postes de policiers ces trois dernières années, et dans notre agglomération, de 150 policiers.

Renzo Sulli déplore également « *que le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI 2), adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 17 février dernier, confirme le transfert de charges et de compétences aux collectivités locales et s'inscrive dans la logique de la RGPP (Révision générale des politiques publiques) qui, de fait, met en application la réduction des moyens humains pour en diminuer les coûts* ».

« *Selon une récente étude, le chiffre global des effectifs de sécurité publique, police et gendarmerie nationales comparé à celui obtenu une fois retranchés les agents non affectés sur le terrain, conduit à passer d'un policier pour 409 habitants à un pour 753. Les effectifs de la Division Sud, une fois retranchés les agents administratifs représentent un policier pour 4000 habitants. Ce n'est, bien entendu, pas assez !* » souligne-t-il, appelant de ses vœux une réponse à la hauteur des enjeux.

Contact presse : Bruno Cohen-Bacrie, 04 76 20 56 34